

Séminaire « Rapport-Motivations et Conclusions » des Commissaires-Enquêteurs (partie Rapport)

CCeRAM

COMPAGNIE DES C.E. RÉGION ALSACE MOSELLE
MEMBRE DE LA CNCE



Formation CCERAM 01.10.2014



À la fin de l'EP, nous devons disposer de

- ✓ L'arrêté d'ouverture de l'EP
- ✓ Le(s) registre(s) d'enquête dûment clos
- ✓ Les courriers, mails, CR téléphonique, etc.
- ✓ Les pétitions
- ✓ Les notes prises lors des réunions
- ✓ Le *verbatim* de la réunion publique
- ✓ Les documents mis à la disposition du public
- ✓ Tout document personnel ayant trait au projet
- ✓ Articles de presse
- ✓ Le guide du commissaire enquêteur

Que faire avant tout ?

Dorénavant, le rapport proprement dit sera précédé du **Procès verbal de synthèse des observations du public (PVS)**. À envoyer dans les 5 jours. Il doit comporter :

- ✓ Identité du CE
- ✓ Cadre institutionnel et légal de l'EP
 - ✓ Objet précis
 - ✓ Durée de l'EP
- ✓ Synthèses qualitative et quantitative de la participation du public

Le PVS (1)

- Ne jamais attendre la fin de l'EP pour commencer à élaborer ce document
 - ✓ Importance de la classification des annotations (R1-n), des courriers (L1-n), des mails (Mn), des pétitions (Pn), etc.
 - ✓ Relever les noms, identités et institutions qui ont participé à l'EP
 - ✓ Les réactions, propositions, contre-propositions des PPA (les chambres)
 - ✓ Le « porté à connaissance » du préfet

Le PVS (2)

Les trois cas les plus fréquents :

- ✓ Personne ne se présente à l'EP, pas d'annotation ni courrier. **Le CE se substitue au public. PVS très court.**
- ✓ Quelques annotations sur le registre et courriers. **Les citer au cas par cas, rarement les regrouper.**
- ✓ L'EP suscite des réactions nombreuses (quantitativement et qualitativement). **PVS « laborieux »**

Le PVS (3)

Le PVS doit également permettre au CE de relever les insuffisances du rapport.

✓ En l'absence du public, le CE se substitue à lui.

Il interrogera le pétitionnaire sur tous les aspects du projet qui ne sont pas explicitement développés. Toute question, fût-elle «naïve », mérite une réponse. Insister sur la protection de l'environnement.

Attention ! Après il sera trop tard pour demander des explications !

Le PVS (4)

Vous pouvez interroger le pétitionnaire sur les points suivants :

- ✓ Les compensations prévues
- ✓ Le financement des opérations
- ✓ Les assurances
- ✓ L'organisation de la maintenance et la protection du site,
- ✓ Etc.

Le PVS (5)

Le Maître d'Ouvrage répond
sous quinze jours

- ✓ Vous disposez maintenant de tous les éléments nécessaires à la rédaction du rapport
- ✓ Le pétitionnaire doit justifier son choix de ne pas donner réponse à toutes les questions
- ✓ Vous avez 12 jours pour rédiger votre rapport

Le rapport (1)

Le rapport doit contenir toutes les informations utiles à la compréhension du projet et à sa mise en œuvre :

- ✓ Bref historique ; analyse de la situation ; nature des travaux envisagés ; leur place dans la nomenclature (ICPE) ; modifications ou aménagements proposés ; orientations et moyens prévus, etc.
- ✓ Dates et durée de l'EP ; publicité ; permanences
- ✓ Contenu du dossier destiné au public
- ✓ Résultats de l'EP n'ont pas à être cités

Initiatives du CE(2)

Rencontre et visite des lieux

Chaque rencontre et visite sera signalée

- ✓ Préciser selon le cas nom, qualité de l'accompagnateur
- ✓ Les réunions-bilan avec le maître d'ouvrage doivent être notées ; leur contenu résumé.
- ✓ La référence à des cas semblables doit être signalée.

AVIS MOTIVÉS DU CE (1)

- Le PVS se substitue, dans de nombreux cas, à l'analyse des dangers et des impacts sur l'environnement.
- ✓ La partie « Avis et Conclusions » doit être séparée de la 1^{ère} partie.
- ✓ Un rapport doit répondre à toutes les questions soulevées par l'EP. Y compris à celles qui ne sont pas posées par le public, les vôtres.
- ✓ Vérifier que les procédures ont été respectées.

AVIS MOTIVÉS DU CE (2)

- ✓ Soyons vigilants :
- ✓ Ne jamais oublier qu'une EP intéresse une collectivité dans son ensemble et pas seulement quelques privilégiés
- ✓ Se méfier des fausses pétitions mais ne pas rejeter les lettres anonymes
- ✓ Tenir compte de la pratique des maires qui communiquent vos réponses à ceux de leurs administrés concernés par le projet.

AVIS MOTIVÉS DU CE (3)

- ✓ La méthode la plus simple consistera à reprendre les différents projets mis en enquête et de les commenter avant de donner un avis sur chacun.
- ✓ Meilleures seront vos analyses, plus facile sera la rédaction de vos conclusions.
- ✓ Un avis défavorable peut devenir une réserve.
- ✓ La résultante d'une addition d'avis défavorables ne peut être un avis favorable à moins d'allonger la liste des réserves.
- ✓ Ne pas oublier les annexes et les pièces jointes.
- ✓ BON COURAGE !

Séminaire « Rapport-Motivations et Conclusions » des Commissaires-Enquêteurs (partie jurisprudence)

CCeRAM

COMPAGNIE DES C.E. RÉGION ALSACE MOSELLE
MEMBRE DE LA CNCE

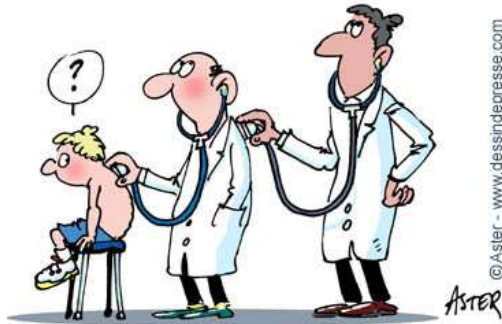


Formation CCERAM 01.10.2014



Niveaux de juridiction administrative

- ✓ Trois niveaux, TA, CAA, CE
- ✓ Le TA est la première instance de recours
- ✓ Jurisprudence possible à chacun des niveaux
 - ✓ La jurisprudence est une extension de l'interprétation de la loi, toujours pour un cas spécifique



✓ <http://www.conseil-etat.fr/fr/>

Jurisprudence : définition

- ✓ Il est défendu aux juges de prononcer par voie de disposition générale et réglementaire sur les causes qui leur sont soumises (CCivil Art.5)
- ✓ La solution adoptée par la Cour de cassation dans une affaire ne contraint pas les cours d'appel et les tribunaux à statuer d'une manière identique dans des affaires similaires

Compétences

Répartition des compétences au sein de la juridiction administrative



Tableau de répartition des compétences selon le type de contentieux entre les tribunaux administratifs (TA), les cours administratives d'appel (CAA), le Conseil d'État et les juridictions administratives spécialisée (JAS).

Types de contentieux	1er Ressort	Appel	Cassation
Contentieux ordinaire			
Tous les litiges administratifs, sauf les contentieux énumérés dans les rubriques suivantes du tableau	TA	CAA	Conseil d'État

Site du Conseil d'État



TA de Strasbourg

Recherche simple

Recherche avancée

enquête publique strasbourg

- ☒ Pluriels
☐ Synonymes

Choix de la / des juridiction(s) administrative(s)

- ☒ Décisions du Conseil d'Etat ?
☐ Analyses du Conseil d'Etat ?
☐ Conclusions des rapporteurs publics ?
☐ Décisions du Tribunal des conflits ?
☐ Analyses du Tribunal des conflits ?
☐ Arrêts des cours administratives d'appel ?
☐ Analyses des cours administratives d'appel ?

Rechercher

107 résultats

[Affichage par pages de 20 , 50](#)

 [imprimer la liste de résultats](#)

Trouvés dans : **Décisions du Conseil d'Etat**

Fonds ▼	Décision ▲	Date de lecture ▼	
1.	Décision 370481	17/10/2013	Voir le document
...du 11 juin 2009 par lequel le tribunal administratif de Strasbourg a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du ...le code de justice administrative ;Après avoir entendu en séance publique :- le rapport de Mme Sophie Roussel, Auditeur, - les ...en vertu de l'article L. 512-2 du code, après une enquête			
2.	Décision 347632	01/10/2013	Voir le document

Formation CCLRAM 01.10.2014

Recours au niveau TA

C'est la première instance !

Rapporteur public :

Analyse les documents (recours, Rapport-Conclusion du CE) ; synthétise et remet ses conclusions

Puis...

Le TA statue

Jurisprudence (1)

Désignation du CE

- ✓ Le CE est nommé par le TA après l'arrêté (1)
- ✓ Le CE nommé était directeur de l'urbanisme (impartialité mise en cause) (2)
- ✓ Durant l'EP le maire rappelle au CE l'intérêt du massif forestier (pression, indépendance) (3)
 - ✓ Le greffier en chef du TA est nommé CE (participation au contrôle) (4)
- ✓ Lien politique entre le CE et un élu (impartialité) (5)

Jurisprudence (2)

Choix de la période d'EP

- ✓ Pendant la période des congés
- ✓ Durant l'été (7)

Jurisprudence (3)

Registre

- ✓ Paraphe du registre après ouverture EP (8)
- ✓ Observations pré-rédigées sur feuilles distinctes du registre (9)
- ✓ Observations non consignées directement dans le registre (annexées au registre) (10)
- ✓ Registre coté et paraphé par l'adjoint au maire (11)

Jurisprudence (3bis)

Registre

- ✓ Registre complété par feuilles mobiles non paraphées par le CE (12)
- ✓ Une feuille double peut constituer un registre (13)
- ✓ Registre clos par le CE au lieu du maire (14)

Jurisprudence (4)

Autres cas

- ✓ Absence des avis des PPA pour un PLU (15)
- ✓ Saucissonnage de projets et non mention du coût global (16)
- ✓ Présence d'une appréciation des dépenses trop antérieure au projet (17)
- ✓ Manque d'étude sur les capacités financières et technique dans une ICPE
- ✓ Insuffisance de l'étude d'impact (ICPE, PLU)
 - ✓ Étude des dangers incomplète

Jurisprudence (5)

Publicité de l'EP

- ✓ Le certificat d'affichage ne correspond pas aux dates réelles (18)
- ✓ Un simple affichage en mairie, sans autre mode de publicité est insuffisant (19)
- ✓ La publicité dans la presse doit être « visible » et dans des journaux a tirage local suffisant (20)

Jurisprudence (6)

Publicité de l'EP

- ✓ Validation même en deçà des 15 jours (21)
- ✓ Idem pour un manque d'affichage au droit du site (23)
- ✓ Idem dans le cas d'une carrière, d'un élevage (24,25)
- ✓ Idem en se fondant sur le rapport du CE

Jurisprudence (7)

Analyse synthétique des observations

- ✓ Le CE omet de mentionner une pétition (27, 31)
 - ✓ Le CE omet d'examiner l'ensemble des observations (32)
- ✓ Le CE refuse d'examiner une observation (33)
 - ✓ Le CE ne prend pas en compte les contre-propositions (34, 35)

Jurisprudence (8)

Rédaction de l'avis

- ✓ Le CE doit prendre position clairement
 - ✓ Validation même si un seul document
- ✓ Le CE émet des réserves qui ne sont pas levées
(avis défavorable tacite)

Jurisprudence (9)

Avis défavorable

- ✓ Un avis défavorable n'est pas respecté (entraîne un sursis à exécution)
- ✓ Suite à un avis défavorable, la commune ordonne une nouvelle EP sur le même sujet qui abouti à un avis favorable (40)

Exemples (1)

Arrêt du 13 août 2012, la Cour administrative
d'appel de Douai
Parc Éolien

- ✓ Le CE s'est abstenu de se prononcer sur les critiques émises à propos des aspects défavorables du projet qui étaient très précisément détaillés dans un mémorandum d'une trentaine de pages émanant de l'Association X.

Exemples (2)

Arrêt du TA Strasbourg du 5 août 2009
Association Alsace Nature, n° 0505685

✓ le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête rédige,
d'une part, un rapport dans lequel il relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies,
d'autre part, ses conclusions motivées, qui doivent figurer dans un document séparé et préciser si elles sont favorables ou non à la demande d'autorisation

Le CE a omis de répondre à chaque observation émise

Exemples (3)

Expropriation pour cause d'Utilité publique
Conseil d'État du 14.11.1980

✓ Sur la production de 6000 pétitions, dont le CE
n'en a même pas signalé l'existence...

La procédure a été déclarée irrégulière

Exemples (4)

Expropriation pour cause d'Utilité publique
Conseil d'État du 04.02.1994

Le CE s'est borné à indiquer qu'il donnait un avis favorable en
notant qu'il
n'avait aucun commentaire à présenter en raison de ce
qu'aucune observation n'avait été consignée
La procédure a été déclarée irrégulière

Exemples (5)

Autorisation d'exploitation
Conseil d'État du 10.12.1990

Le commissaire-enquêteur s'est borné à indiquer ..., que « le problème des déchets est d'une importance nationale et la modeste usine de Thonon, qui se substitue au système déplorable actuel, apportera une amélioration incontestable. Dans l'avenir, les solutions que pourront proposer les pouvoirs publics devront bien entendu être appliquées ».

La procédure a été déclarée irrégulière

Exemples (6)

Annulations pour motivation insuffisante

- Oubli de mentionner une pétition de 100 signatures (5X)

- Sur une zone hôtelière, le CE déclare
« que la construction d'un hôtel sort du cadre de
l'enquête confiée »

Annulation pour tardiveté d'insertion

Retard de 3 jours dans l'un des journaux

Résumé des Jurisprudence

- Plus le rapport sera précis sur la composition du dossier et le déroulement de l'enquête, plus il pourra être utile au JA et être un gage de sécurité juridique.
- Le CE ne doit pas hésiter à utiliser ses pouvoirs pour faire compléter le dossier d'enquête si cela s'avère nécessaire.
- Le rapport du CE peut entraîner l'irrégularité de la procédure s'il comporte des inexactitudes.
- Le CE doit vérifier la complétude du dossier.

FIN

- Cette présentation n'est évident pas exhaustive !
 - Les sites du CÉtat, des TA peuvent vous aider pour des cas particuliers
 - Merci pour votre attention !



Séminaire « Rapport-Motivations et Conclusions » des Commissaire-Enquêteurs (partie tas)

CCeRAM

COMPAGNIE DES C.E. RÉGION ALSACE MOSELLE
MEMBRE DE LA CNCE



Formation CCERAM 01.10.2014



Cas pratique #1

- Le Préfet Région Alsace demande au TA d'intervenir car le CE « omet de préciser si son avis est favorable ou défavorable.
- Le TAS demande au CE de « compléter son avis ».
- Le TA analyse le rapport et constate que :
 - Manque l'évocation de l'avis de l'AE
 - Le CE n'a pas analysé les propositions de l'EP
 - Le CE ne se prononce pas sur l'avis de l'AE

Cas pratique #1

- Le CE omet de se prononcer sur une expropriation malgré la remarque du propriétaire
- Le PVS est incomplet car le CE ne pose pas les questions reçues au MO
 - Le CE confond MO et lieu d'EP
- Le CE ne tient pas compte des opinions du public

Cas pratique #2

- Le CE n'a « *jamais procédé à une pesée des intérêts en présence* »
 - Mais il reprend les arguments du Maire...
- Conclusion du TA : « *son rapport n'est en définitive qu'un développement des volontés de la Ville* ».
- Le CE se prononce sur l'avis de l'hydrogéologue qui a prévu un périmètre de protection éloigné alors qu'il écrit « *que l'hydrogéologue n'avait pas jugé utile de prévoir un périmètre de protection éloigné* »
- Conclusion du TA : « *méconnaissance d'un aspect aussi fondamental...* ».

Cas pratique #3

- Plusieurs personnes témoignent de la non indépendance du CE par :
 - Son manque d'écoute
 - Sa tentative de convaincre sur le bien fondé de l'opération
 - Ne veut pas recevoir une personne lors d'une permanence
- Le CE, avant l'EP déclare que l'EP ne sera « *pour lui qu'une pure formalité administrative* »

Cas pratique #4

Ainsi, et à titre d'exemple, le commissaire enquêteur a délibérément écarté les 445 lettres « n'émanant pas des huit communes concernées », dont 400 étaient défavorables, au motif que :

«[...] il apparaît clairement que ces personnes ont été sollicitées lors de l'activation de certains réseaux tels que les Clubs Vosgiens – les Clubs Services Officiels et voire même occultes !

Peut-on imaginer un seul instant que toutes ces personnes avaient eu connaissance complète du dossier d'enquête publique ?

Certainement pas, elles ont agi pour faire plaisir au responsable qui les a sollicités ! » (rapport, page 21)

➤ A vous de conclure...

FIN

- Merci à M. Pascal Devillers (VP du TAS et P 4ème Chambre)
- Merci pour votre attention !

